



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

avis 60.252/2
du 9 novembre 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'

RAAD VAN STATE afdeling Wetgeving

advies 60.252/2
van 9 november 2016

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'

Le 13 octobre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 novembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 novembre 2016.

*

Op 13 oktober 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 november 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 november 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Dans son avis 56.796/1 donné le 11 décembre 2014 sur le projet devenu l'arrêté royal du 19 décembre 2014 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins', la section de législation du Conseil d'État a notamment constaté que

« [l]e projet trouve son fondement juridique dans l'article 10 de la loi du 10 avril 2014 'portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins', ainsi que dans les articles 32, § 2, alinéa 2, et 49 de la loi du 19 avril 2014 'portant insertion du Livre XI 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code' ».

Comme il en va de même du projet qui fait l'objet du présent avis, l'alinéa 1^{er} doit être omis.

D'autre part, l'article 2 du projet trouve son fondement dans l'habilitation prévue par la seconde phrase de l'article XI.253, § 2, alinéa 4, du Code droit économique, modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2015, qui dispose comme suit :

« À partir du 1^{er} janvier 2017, les sociétés de gestion qui gèrent les droits d'auteur et les droits voisins relatifs à l'exécution publique de phonogrammes et de films, prévoient une plate-forme unique pour la perception des droits précités, à condition que les phonogrammes et films ne soient pas utilisés pour une représentation et qu'aucun droit d'accès ou contrepartie ne soit demandé pour pouvoir assister à leur exécution. Le Roi peut modifier la date prévue à la phrase précédente ».

Cette disposition doit par conséquent être également mentionnée au préambule.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er}*quinquies*, de l'arrêté royal modifié y a été inséré par l'arrêté royal du 19 décembre 2014 mais aussi modifié par l'arrêté royal du 18 décembre 2015, ce qui devra être renseigné dans la disposition introductive de l'article 1^{er}.

2. En vue de reporter l'entrée en vigueur des dispositions énumérées dans l'article 1^{er}*quinquies* en projet du 1^{er} janvier 2017 au 1^{er} janvier 2018, l'article 1^{er} du projet prévoit le remplacement de cet article 1^{er}*quinquies* afin qu'il ne mentionne plus que les dispositions dont l'entrée en vigueur sera ainsi différée, étant entendu que les autres dispositions également énumérées dans l'actuel article 1^{er}*quinquies* seront entrées en vigueur, ainsi que ce dernier le prévoit, le 1^{er} janvier 2017.

Cependant, l'article 3 de l'arrêté en projet prévoit qu'il entrera en vigueur le 31 décembre 2016, ce qui rendra effectif le remplacement de l'actuel article 1^{er}*quinquies* à cette date, soit la veille de l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions qu'il énumère. Procéder par voie de remplacement ne convient donc pas en l'occurrence puisque cela aurait pour conséquence que les dispositions qui ne sont plus mentionnées dans l'article 1^{er}*quinquies* en projet n'entreraient pas en vigueur le 1^{er} janvier 2017, précisément parce qu'elles n'y seraient plus mentionnées depuis la veille.

Il y a dès lors lieu de procéder par voie de modification de cet article 1^{er}*quinquies*, et ce de la manière suivante :

- en omettant de l'actuel article 1^{er}*quinquies* de l'arrêté royal du 19 avril 2014 la mention des articles dont l'entrée en vigueur est reportée au 1^{er} janvier 2018 ;

- en insérant dans cet article 1^{er}*quinquies* un alinéa 2 prévoyant l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018 des dispositions qui auront été omises de l'article 1^{er}*quinquies*, alinéa 1^{er}.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In advies 56.796/1 van 11 december 2014 over het ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 19 december 2014 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI ‘Intellectuele eigendom’ van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State inzonderheid het volgende opgemerkt:

“Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door artikel 10 van de wet van 10 april 2014 ‘houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI ‘Intellectuele eigendom’ van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’, en door de artikelen 32, § 2, tweede lid, en 49 van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, ‘Intellectuele eigendom’ in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek’.”

Aangezien hetzelfde geldt voor het ontwerp waarover dit advies wordt gegeven, dient het eerste lid te vervallen.

Anderzijds ontleent artikel 2 van het ontwerp zijn rechtsgrond aan de machtiging verleend bij artikel XI.253, § 2, vierde lid, tweede zin, van het Wetboek van economisch recht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 2015 en luidend als volgt:

“Vanaf 1 januari 2017 voorzien de beheersvennootschappen die de auteursrechten en de naburige rechten op de openbare uitvoering van fonogrammen en films beheren, in een uniek platform voor de inning van voornoemde rechten, op voorwaarde dat de fonogrammen en films niet voor een voorstelling worden gebruikt en aan het publiek geen

toegangsgeld of vergoeding wordt gevraagd om de uitvoering ervan te kunnen bijwonen. De Koning kan de in de vorige zin bepaalde datum aanpassen.”

Bijgevolg dient ook die bepaling in de aanhef te worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Artikel 1*quinquies* van het gewijzigde koninklijk besluit is daarin ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 december 2014, maar is ook gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 december 2015. Dit behoort te worden vermeld in de inleidende bepaling van artikel 1.

2. Om de in het ontworpen artikel 1*quinquies* opgesomde bepalingen niet op 1 januari 2017, maar op 1 januari 2018 in werking te laten treden, bepaalt artikel 1 van het ontwerp dat dit artikel 1*quinquies* vervangen wordt opdat daarin alleen nog de bepalingen worden vermeld waarvan de inwerkingtreding zodoende uitgesteld wordt, met dien verstande dat de overige bepalingen die ook in het huidige artikel 1*quinquies* opgesomd zijn, op 1 januari 2017 in werking zullen zijn getreden, zoals bepaald in het laatstgenoemde artikel.

Artikel 3 van het ontworpen besluit bepaalt evenwel dat dit besluit in werking treedt op 31 december 2016. Dit betekent dat de vervanging van het huidige artikel 1*quinquies* van kracht wordt op die datum, dat wil zeggen op de dag vóór de inwerkingtreding van alle bepalingen die erin opgesomd zijn. Werken met een vervanging is in dit geval dan ook niet aangewezen, aangezien dit tot gevolg zou hebben dat de bepalingen die niet meer in het ontworpen artikel 1*quinquies* vermeld zijn, niet op 1 januari 2017 in werking zouden treden, juist omdat ze er sedert de dag ervoor niet meer in vermeld zijn.

Bijgevolg verdient het aanbeveling artikel 1*quinquies* te wijzigen en wel als volgt:

- in het huidige artikel 1*quinquies* van het koninklijk besluit van 19 april 2014 de vermelding weglaten van de artikelen waarvan de inwerkingtreding uitgesteld wordt tot 1 januari 2018;

- in dat artikel 1^{quinqüies} een tweede lid invoegen waarin bepaald wordt dat de bepalingen die uit artikel 1^{quinqüies}, eerste lid, weggelaten worden, in werking treden op 1 januari 2018.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT